

LE SITE DELTA-PATRIMOINE.NET

Categories: [Options binaires](#), [Placements atypiques](#)

Tag: [Enquête](#)



Ce site propose de faire du trading. Cette spéculation est toujours à très haut risque mais avec des escrocs, la perte à 100 % est garantie. Si vous êtes tentés, n'investissez que le montant que vous êtes prêt à perdre en gardant à l'esprit que beaucoup sont des arnaques ou n'ont pas d'agrément pour proposer d'investir. Il faut donc vérifier AVANT d'investir que le site a bien un agrément. Vous pouvez contacter l'AMF (Autorité des Marchés Financiers).

Le site internet

Il a été créé le 31/12/2020. Nous publions le whois :

<https://www.whois.com/whois/delta-patrimoine.net>

Nos recherches

Comme beaucoup d'autres sites frauduleux, seule la partie privée est accessible. Cette opacité n'a

pas nuï à la collecte d'informations.

Le téléphone

Le site utilise :

Le numéro 07 57 59 93 33

Le numéro 07 57 59 94 56

Les faux noms

Le site utilise :

- M. Nicolas ROUSSEAU
- M. Olivier MERCIER

Les règlements

Le site utilise

Une société espagnole WHS CORPORATED S.L ayant l'IBAN ES90 0049 6103 9924 1612 3560

Une société espagnole CICA ONE GROUP SL ayant l'IBAN DE22 1001 1001 2621 6967 94

Elle a été créée le 27/09/2021. Nous publions sa fiche d'identité :

<https://www.infocif.es/ficha-empresa/cica-one-group-sl>

Le responsable est aussi le gérant de la société espagnole ON THE GO TRADING SL

Elle a aussi été créée le 27/09/2021. Nous publions sa fiche d'identité :

<https://www.infocif.es/ficha-empresa/on-the-go-trading-sl>

Un compte français ouvert à la banque QONTO

Les produits

Il est proposé de faire du trading sur le FOREX (spéculation sur les monnaies)

Cette page sera enrichie avec les nouvelles informations que nous recevrons.

Conclusion :

Ce site appartient aux mêmes personnes qui ont exploité des sites d'arnaques à l'épargne. Nous vous déconseillons tout achat sur le site cité dans cet article. Il est à noter les liens financiers multiples existant entre plusieurs sociétés parfaitement identifiées pour les quels des actions ont

été lancées par notre association.

L'article publié par le site franceinter.fr présente de façon intéressante la situation depuis plus de 15 ans.

<https://www.franceinter.fr/les-autorites-s-organisent-pour-lutter-contre-le-business-d-escrocs-franco-israeliens>

Vous trouverez dans le lien ci-dessous l'enquête faite par le télégramme de Brest

<http://adcfrance.fr/sinformer/medias/articles-de-presse/>

L'article paru sur le site de france info suite au journal télévisé du 20H de France 2 du 17 février est intéressant :

https://www.francetvinfo.fr/economie/votre-argent/livret-a/video-livrets-allechants-sur-internet-attention-aux-escrocs_4300867.html

Si vous avez effectué un investissement sur ce site, vous pouvez nous contacter à l'adresse placement@adcfrance.fr. Il faudra simplement nous joindre dans votre mail le ou les RIB que vous avez utilisés pour faire les règlements.

Vous trouverez dans le lien ci-dessous des informations sur notre travail :

<http://adcfrance.fr/les-conseils/arnaque-aux-sites-dedies-a-l-epargne-les-premieres-informations-de-l-adc-france/>

L'association fera le maximum pour vous aider. Il vous sera simplement demandé une adhésion à 47 € incluant l'abonnement à notre revue trimestrielle dont vous trouverez deux numéros dans les liens ci-dessous :

Les conseils pratiques pour la gestion d'un litige

[Le numéro 152 de la revue Antipac](#)

L'apparition de l'ADC France :

[La revue Antipac n° 149](#)

Vous pouvez la réaliser avec le lien sécurisé ci-dessous :

<http://adcfrance.fr/adhesions-readhesions-adc-france/>

Vous pouvez aussi nous l'adresser par chèque à l'ordre de l'ADC France 3/5 Rue Guerrier de Dumast, 54000 NANCY

Nous tenons à préciser que toutes les recherches ont été sauvegardées sur un disque dur externe en PDF.

Par ailleurs, s'agissant de données publiques, nous ne retirerons aucune information sauf erreur matérielle. Cette demande devra être faite exclusivement par courrier recommandé avec AR. Aucune suite ne sera donnée pour toute demande faite par mail ou par téléphone.

